



ISSN 1019-0287

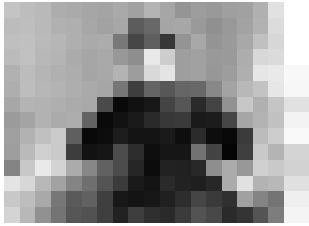
Preis 60,- LUF

17. Nov. 2000

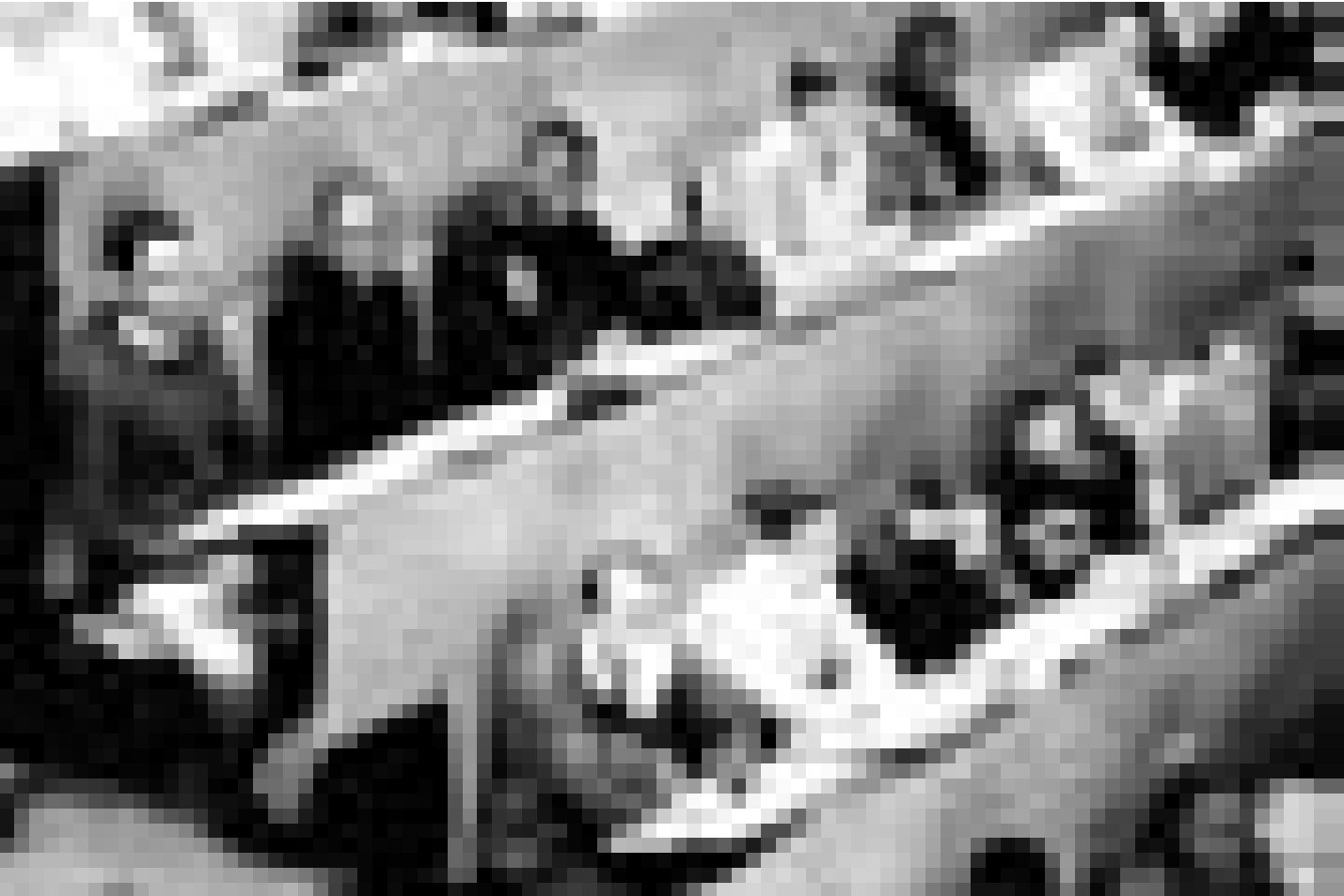
erscheint freitags

17/11-26/11/2000

(film/tv/theatre/concert/events)



Ein Leben nach dem Lycée



Wer studieren will, muss meistens für ein paar Jahre ins Ausland. Der Duft der großen weiten Welt ist verlockend und Besorgnis erregend zugleich. Wir haben einen Luxemburger Studenten in Paris zu seinen Erfahrungen befragt.

**aktuell,
Seite 2**

(Foto: Christian Mosar)

Ausstudiert

Sozio-ökonomisch sei BTB nicht zu rechtfertigen, sagt Transportminister Grethen und will deshalb mit der Bahn die Stadt umfahren. Das wird zwar nicht weniger teuer, aber es beruhigt den Luxemburger Geschäftsverband.

dës woch, Seite 3

US-Wahlkampf

Alle Welt will wissen, wer amerikanischer Präsident wird. Die Frage: Was unterscheidet Gore von Bush? wird kaum mehr gestellt. Politische Differenzen sind nur mit der Lupe erkennbar.

interglobal, Seite 7



Porträt

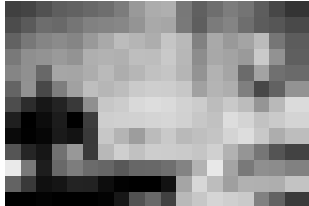
Die Nachwuchsschauspielerin Fabienne Bieber spielt die Klara in der neuen Produktion des Kapuzinertheaters "Maria Magdalena".

magazine, Seite 9

Dialogue de soutanes

La pièce "L'affrontement" met en scène un prêtre établi et un jeune séminariste. Et leurs deux visions de l'église et de la foi diamétralement opposées.

magazine, page 16



Preis: 60 LUF



5 453000 211009

DOPE

Les travaux de réforme de la loi de 1973 sur les stupéfiants touchent à leur fin: le résultat ne reflète pas les évolutions des derniers trente ans.

*Un commentaire de
Renée Wagener.*

Jeudi prochain, la commission parlementaire "stupéfiants" se réunira à nouveau. Elle procédera à l'analyse de l'avis du Conseil d'Etat - le troisième déjà -, aboutissant ainsi à la phase finale de ses travaux. Rien ne s'oppose plus à la rédaction du rapport de la commission et au vote du projet avant la fin de l'année - rien, si ce n'était la conclusion tardive que le texte de loi est un anachronisme politique avant même d'être entré en vigueur. Et un tel revirement est pour le moins improbable.

S'il en est ainsi, c'est surtout la faute au parti chrétien-social. Dans les temps de l'ancienne majorité, le POSL avait bien lancé de timides initiatives en faveur d'une dépénalisation du cannabis, en proposant une quantité maximale à consommer ou à détenir. Mais elle n'avait jamais pu se mettre d'accord avec

son partenaire et surtout avec les ministres de la justice consécutifs: la partie de bras de fer s'achevait bien vite lorsque la coalition risquait d'être mise en jeu. Avec le nouveau partenaire de coalition, le parti conservateur ne connaît pas ces problèmes: même s'il n'est pas toujours très clair qui du parti démocratique défend quelle position - d'ailleurs, ça vaut aussi pour d'autres questions politiques - le son de cloche qu'on entend le mieux est celui d'un attachement à la politique du tout-répressif.

Bien sûr, on va réduire quelque peu les peines, bien sûr, on va diminuer le tarif des amendes. En consommant du cannabis, on ne risquera même plus la prison - une petite amende de 10.001 à 100.000 francs fera l'affaire. Le fait d'avoir consommé en groupe n'augmentera plus le tarif. Et on va enfin donner une

base légale aux programmes "méthadone". Il y aura même la possibilité, s'il se trouve un ministre consentant, de créer des locaux de consommation de psychotropes agréés ou d'introduire la distribution de drogues dures aux toxicomanes récidivistes sous contrôle médical.

Alors, pas content? Non, on n'est pas content. L'adieu verbal fait à la politique de répression non seulement par la commission dans son rapport de 1996, mais aussi par l'ancien et le nouveau gouvernement, ne se traduit pas par un texte ayant changé fondamentalement d'orientation - les trois quarts du nouveau texte parlent toujours de peines et d'amendes. Au lieu de dépénaliser et de réglementer l'usage de substances "légères" telles que le cannabis ou les champignons, le législateur accepte tout juste de mettre en solde les punitions. Et, le cannabis mis à part, on ne fait toujours pas de différenciation entre les différentes drogues. La consommation d'ecstasy par exemple, drogue "jeu-

ne" par excellence, sera traitée pénalement au même niveau que l'héroïne. Pourtant, la leçon qu'on aurait pu tirer des expériences avec le cannabis était claire: Non seulement, la répression ne contribue pas à une utilisation raisonnable des stupéfiants, mais elle marginalise surtout les personnes adolescentes, celles qui sont les plus fragiles. C'est surtout pour les jeunes que la criminalisation aggrave le danger de la déviation sociale.

De la sorte le nouveau texte de loi contribuera essentiellement à réduire quelque peu le travail de la police et du parquet et à aérer la prison de Schrasig par la réduction des peines. Mais il ne répond pas au défi essentiel, celui d'entamer une nouvelle politique des drogues, orientée vers la prévention, vers la responsabilisation des consommateurs et consommatrices, et vers une thérapeutique adaptée et diversifiée en toxicomanie. Allons, le reste suivra dans trente ans!